

# **ENQUETE PUBLIQUE**

**sur le projet de réglementation des boisements  
sur les communes de LAVOINE et LAPRUGNE (Allier)**

# ***SOMMAIRE***

*- Rapport d'enquête*

*- Pièces annexées*

*- Conclusions et avis  
du commissaire enquêteur*

***RAPPORT***  
***d'ENQUÊTE***

**Rapport de**  
**Monsieur France PISSOCHET**  
**commissaire enquêteur**

---

**I. OBJET de l'ENQUÊTE.**

La présente enquête porte sur le projet de réglementation des boisements sur les communes de LAVOINE et LAPRUGNE (Allier). Prescrite par arrêté n° DVT/1-2023 du 1<sup>er</sup> février 2023 de Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'ALLIER, elle est conduite en application des articles L 123-4 à L 123-19 et R 123-7 à R 123-23 du code de l'environnement.

**II. ORGANISATION et DEROULEMENT de l'ENQUETE.**

**21. Modalités de l'enquête.**

Le commissaire enquêteur a été désigné par le Tribunal Administratif de CLERMONT-FERRAND (décision n° E 22000107/63 du 7 décembre 2022).

L'enquête s'est déroulée du jeudi 2 mars au jeudi 6 avril 2023 inclus. Un registre d'enquête coté et paraphé par le commissaire enquêteur et un dossier réalisé par le bureau d'étude RÉALITÉS 34 rue Georges Plasse 42 300 ROANNE, ont été tenus à la disposition du public en mairie aux heures d'ouverture :

**- LAVOINE :**

- mercredi de 14 h 00 à 17 h 00
- jeudi de 9 h 00 à 12 h 00
- vendredi de 9 h 00 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 17 h 00

**- LA PRUGNE :**

- mardi, mercredi et vendredi de 9 h 00 à 12 h 00 et de 13 h 30 à 17 h 30
- jeudi de 9 h 00 à 12 h 00
- samedi de 9 h 00 à 11 h 00

Le commissaire enquêteur a reçu le public en mairie selon le calendrier fixé, à savoir :

**- LAVOINE :**

- jeudi 2 mars 2023 de 9 h 00 à 12 h 00
- jeudi 6 avril 2023 de 9 h 00 à 12 h 00

**LAPRUGNE :**

- mardi 14 mars 2023 de 13 h 30 à 16 h 30
- mercredi 29 mars 2023 de 13 h 30 à 16 h 30

**22. Information du public.**

Conformément à l'arrêté précité, l'avis d'ouverture de l'enquête publique a été affiché à la mairie de LAVOINE et LAPRUGNE et dans les secteurs concernés dans les conditions fixées. La publicité relative à cette enquête a paru dans les journaux *La Montagne* des 15 février et 9 mars 2023 et *La Semaine de l'Allier* des 16 février et 9 mars 2023.

### **23. Déroulement de l'enquête.**

L'enquête s'est déroulée selon le calendrier prévu, sans difficultés particulières. Madame Célia PONSON du bureau d'études Réalités était présente lors des permanences du commissaire enquêteur pour répondre aux éventuelles questions du public. Monsieur BARRAUD, Maire de LAVOINE, ainsi que Madame WAZ, adjointe à Madame le Maire de LAPRUGNE et Monsieur DARIUS conseiller municipal ont rencontré le commissaire enquêteur.

### **III. ETUDE DU DOSSIER.**

Le dossier soumis à enquête publique comporte, conformément à l'article R 121-21 du code rural et de la pêche maritime :

- la proposition de la commission intercommunale d'aménagement foncier
- la délibération cadre de la politique départementale de réglementation des boisements du Conseil Départemental de l'Allier
- l'évaluation environnementale et son résumé non technique
- les plans fixant les différents périmètres
- la liste des parcelles et de leurs propriétaires
- le détail des interdictions et restrictions de semis, plantations ou replantations d'essences forestières
- l'avis de l'autorité environnementale

#### ***31. Document de cadrage départemental et réglementation.***

Conformément aux dispositions du code rural et de la pêche maritime, le conseil départemental a élaboré un document de cadrage approuvé lors de la session des 14 et 16 février 2017. Ce document définit en particulier cinq catégories de zones et les règles qui y sont applicables :

- périmètres où le boisement est libre (seul l'article 671 du code civil s'applique : distance de recul de 2 mètres)
- périmètres interdits où tout semis, plantation et replantation d'essences forestières sont interdits. Cette interdiction doit être justifiée par des enjeux agricoles, environnementaux ou de cadre de vie (paysages, risques naturels)
- périmètres interdits après coupe rase
- périmètres réglementés où le boisement est autorisé mais soumis notamment au respect de distances minimales de recul vis à vis des parcelles agricoles voisines, des cours d'eau, des chemins ainsi que des bâtiments
- périmètres réglementés après coupe rase

Les réglementations ainsi définies sont valables jusqu'à la prochaine révision.

Les zones interdites ont une validité de 15 ans à compter de la publication de la délibération du conseil départemental délimitant les périmètres et les réglementations applicables.

Les parcelles boisées d'une superficie supérieure à 4 ha ne sont pas soumises au règlement des boisements.

S'appuyant sur ce document de cadrage, la Commission Intercommunale d'Aménagement Foncier (CIAF) lors de sa réunion du 14 septembre 2022 a arrêté les dispositions suivantes :

### Recul par rapport aux fonds voisins :

- voirie : 7 mètres de la voirie
- fonds voisin non bâti : 6 mètres par rapport aux fonds voisins non boisés pour les feuillus, 20 mètres pour les résineux
- fonds voisin bâti : 50 mètres à partir du bâti pour les feuillus, 200 mètres pour les résineux
- cours d'eau : 15 mètres de recul pour les feuillus, 35 mètres pour les résineux

### Réglementation "essences" :

Les variétés de peupliers cultivars sont interdites sur l'ensemble des périmètres réglementés.

### **32. Évaluation environnementale.**

L'évaluation environnementale fait l'objet d'un dossier détaillé et de bonne qualité. Les objectifs et le contenu de la réglementation des boisements sont rappelés et l'articulation de celle-ci avec les différentes procédures et plans en vigueur bien exposée.

Le territoire concerné est étudié de manière approfondie et les enjeux pris en compte.

On peut seulement regretter que les nombreuses cartes présentées soient inexploitables en raison de leur faible dimension.

### **33. Résumé non technique.**

Le résumé non technique est présenté en fin du dossier d'évaluation environnementale. Il reprend bien les points principaux de la réglementation des boisements, les enjeux du territoire et l'environnement. Cependant il ne permet pas au public d'apprécier les conséquences pratiques de la mise en application de cette réglementation (*voir observations § 71*).

### **34. Plans et périmètres réglementés.**

#### 341. Périmètres à boisement libre :

Il s'agit de parcelles boisées situées dans un massif forestier supérieur à 4 ha ou d'un boisement non gênant. Le projet prévoit :

- Sur la commune de LAVOINE, 976 ha dont 13 ha actuellement non boisés qui pourront être plantés librement.
- Sur la commune de LAPRUGNE, 2 472 ha dont 26 ha actuellement non boisés qui pourront être plantés librement.

#### 342. Périmètres à boisement réglementé :

Il s'agit de parcelles boisées situées dans un massif inférieur à 4 ha ou situées dans des zones à faible potentiel agricole (dont friches...). Certaines parcelles peuvent également faire l'objet d'une réglementation après coupe rase. Le projet prévoit :

- Sur la commune de LAVOINE, 16 ha non boisés qui pourront être plantés en respectant le règlement et 25 ha boisés qui pourront être replantés en respectant le règlement.
- Sur la commune de LAPRUGNE, 80 ha non boisés qui pourront être plantés en respectant le règlement et 11 ha boisés qui pourront être replantés en respectant le règlement.

### 343. Périmètres à boisement interdit :

Il s'agit, soit de parcelles situées dans un massif inférieur à 4 ha et gênantes (habitat, paysage, milieux naturels, risques naturels), soit d'espaces agricoles, urbanisés ou de voirie. Le projet prévoit :

- Sur la commune de LAVOINE, 693 ha dont 1 ha de boisements qui ne pourra être replanté après coupe rase.
- Sur la commune de LAPRUGNE, 811 ha dont 2 ha de boisements qui ne pourront être replantés après coupe rase.

## **IV. IMPACT ENVIRONNEMENTAL du PROJET.**

Le futur règlement doit se conformer au Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) d'Auvergne du 7 juillet 2015 et prendre en compte les orientations du SRADDET Auvergne - Rhône -Alpes du 10 avril 2020.

En raison de leur forte biodiversité, les communes de LAVOINE et LAPRUGNE sont concernées par cinq types de zonage environnemental :

### ***. Zonage réglementaire :***

- un site inscrit, le rocher Saint Vincent (SIT 00103 du 6 juin 1974)
- un arrêté préfectoral de protection de biotope concernant l'écrevisse à pattes blanches

### ***. Zonage Natura 2000***, quatre sites relevant de la directive habitats :

- ZSC Monts de la Madeleine
- ZSC Rivières de la montagne bourbonnaise
- ZSC Bois Noirs
- ZSC Gîtes à chauves-souris "contreforts et montagne bourbonnaise"

### ***. ZNIEFF :***

- sept de type 1 et trois de type 2

### ***. Zonage départemental des espaces naturels sensibles :***

- deux projets d'ENS

Découlant des objectifs et contraintes fixés par ces différents documents, le projet de réglementation des boisements reprend l'ensemble des enjeux environnementaux pris en compte dans le travail de la Commission Intercommunale d'Aménagement foncier :

- limitation et encadrement des possibilités de plantation aux abords des cours d'eau (prise en compte de la trame verte et bleue) dans les secteurs réglementés ou interdits
- limitation et encadrement des possibilités de plantation des zones humides dans les secteurs réglementés ou interdits
- fixation de distances de plantations adaptées en fonction des essences (feuillus ou résineux)
- interdiction des peupliers cultivars

Ainsi, le projet de réglementation des boisements a un impact globalement positif sur l'environnement.

## V. AVIS des PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIÉES et ORGANISMES CONSULTÉS.

Ce projet a été soumis pour évaluation environnementale à la MRAe qui n'a pas formulé d'avis (*absence d'avis n° 2023 AARA 3 du 11 janvier 2023*).

## VI. OBSERVATIONS DU PUBLIC.

### **61. OBSERVATIONS D'ORDRE GENERAL**

**Monsieur Ludovic GRANGEON** domicilié à LA CHABANNE a déposé une contribution sur le site dédié du conseil départemental, appuyée d'une documentation importante :

- *Rapport sur le régime forestier mis en oeuvre par l'ONF dans les forêts des collectivités de mai 2015*
- *Rapport sur l'économie circulaire dans la filière éolienne terrestre en France de mai 2019*
- *Vues aériennes du chantier éolien en montagne bourbonnaise de septembre 2010*

Monsieur GRANGEON déplore un retard dans la mise en oeuvre du schéma de boisement, ainsi qu'une segmentation non pertinente des enquêtes. Il estime insuffisante la prise en compte de la biodiversité, notamment en matière de préservation des espèces végétales menacées.

Cependant il reconnaît le choix judicieux du département en faveur d'un bureau d'étude indépendant, à contrario des études précédentes conduites par des cabinets d'études rémunérés par le pétitionnaire (\*).

Tout en soulignant leur faible production énergétique, Monsieur GRANGEON dénonce l'implantation passée des parcs éoliens et rappelle les impacts fortement négatifs qui en résultent pour la forêt : impacts liés à la constructions et impacts permanents résultant du fonctionnement des éoliennes.

Enfin Monsieur GRANGEON regrette que le plan de boisement ne prévoie rien dans le cadre d'actions préventives d'aide au choix des plantations diversifiées en faveur des propriétaires locaux et estime que ce plan ne tient pas suffisamment compte des recommandations interministérielles publiées depuis 2015.

### **62. OBSERVATIONS LIÉES à des INTÉRÊTS PARTICULIERS**

**Madame Françoise DEFAYE** domiciliée à LAVOINE, fait part de ses remarques concernant la parcelle AE 48. Elle justifie la plantation relativement récente effectuée dans la partie classée "*boisement réglementé*" et demande que la frange boisée de la parcelle AE 48 qui est dans la continuité du boisement de la parcelle AH 136 soit classée en zone libre et non en zone interdite.

**Monsieur BARRAUD Roger** domicilié à LAPRUGNE, rappelle qu'une demande d'autorisation de boisement concernant les parcelles AO 112 et AO 113, dont il est propriétaire, déposée depuis deux ans n'a toujours pas reçu de réponse. Il demande que ces parcelles soient classées en zone de boisement libre.

---

(\* *Il s'agit vraisemblablement des études environnementales conduites en préalable au développement des parcs éoliens.*



### **ONF (agence Berry-Bourbonnais)**

Dans un courrier déposé en mairie, l'ONF demande que les parcelles suivantes soient classées en zone de boisement libre, car incluses dans des massifs forestiers supérieurs à 4 Ha :

- AP 105 et AP 302 sur la commune de LAVOINE
- A 66, A 108, A 109 et A 145 sur la commune de LAPRUGNE

## **VII. OBSERVATIONS et COMMENTAIRES du COMMISSAIRE ENQUÊTEUR.**

### **71. SUR le DOSSIER PRÉSENTÉ :**

- *Résumé non technique :*

**Il aurait été plus judicieux de présenter le résumé non technique dans un document séparé.** L'analyse des répercussions du projet de réglementation des boisements sur l'environnement (§ 6 pages 139-140 du rapport d'évaluation environnementale) aurait pu y figurer utilement, de même que les réglementations des périmètres arrêtées par la CIAF ainsi que la fiche relative à la réglementation des boisements dans l'Allier (document synthétique établi par le cabinet d'étude). **Le public aurait ainsi pu disposer d'un document simple et concret.**

- *Classement des parcelles :*

**Sur la commune de LAVOINE il apparaît une discordance de classement entre les listes de parcelles et le graphisme des plans :**

- toutes les parcelles classées en "*interdit après coupe rase*" sur la liste sont représentées en "*boisement libre*" sur les plans (sauf les parcelles AH 73, 74, 75, AI 84, AL 211, 212)
- les parcelles AE 208 et AN 18 classées en "*réglementé après coupe rase*" sur la liste sont représentées en "*boisement interdit*" sur les plans
- la parcelle AP 37 classée en "*boisement interdit*" sur la liste est représentée en "*réglementé après coupe rase*" sur les plans

Les éléments du dossier ne permettent pas d'apprécier lequel de ces documents est erroné.

### **72. SUR les OBSERVATIONS du PUBLIC :**

- *Contribution de Monsieur Ludovic GRANGEON :*

Bien qu'adressée spécifiquement au commissaire enquêteur en charge de l'enquête sur la commune de LA CHABANNE, cette contribution mérite d'être mentionnée dans la présente enquête en raison de son approche générale du sujet et de l'intérêt des documents fournis à l'appui. Cependant elle ne remet pas en cause le règlement applicable sur les zones forestières des communes concernées.

- *Contribution de Madame DEFAYE :*

Dans cette requête relative à la parcelle AE 48 (\*), deux points distincts sont abordés :

- la zone classée en boisement réglementé
- la frange boisée dans le prolongement de la parcelle AH 136

---

(\*) Voir carte Géoportail en annexes

En ce qui concerne le premier point, madame DEFAYE apporte des précisions sur les conditions d'exécution de cette plantation effectuée en 2011. S'agissant d'un terrain inapte à la mise en culture (présence de rochers affleurant), le but était d'éviter le développement de friches et lutter préventivement contre les incendies de broussailles.

En ce qui concerne le deuxième point, il s'agit d'une frange boisée dans la continuité du boisement existant sur la parcelle (AH 136) appartenant au même propriétaire.

Cette parcelle de 5 ha 24 a 24 ca qui apparaît en *zone de boisement libre* sur le plan, est classée en *zone de boisement interdit après coupe rase* sur la liste, ce qui est inapproprié eu égard à sa superficie. Elle est en outre contiguë au massif forestier constitué par les parcelles AH 28 à AH 54 et AH 137 et AH 138, d'une superficie de 17 ha 91 a 66 ca (*voir document Géoportail en annexes*).

La requête présentée par Madame DEFAYE est donc recevable.

**On peut donc s'interroger sur la pertinence du classement dans cette zone. Ces discordances (cf. observations § 71) plaident pour une étude approfondie des éléments qui ont pu conduire à cette situation.**

- *Contribution de l'ONF :*

Les parcelles incriminées sont situées dans des massifs forestiers supérieurs à 4 Ha. La requête présentée par l'ONF est donc parfaitement justifiée.

Sur la commune de LAVOINE : Après vérification, il apparaît une discordance entre la liste des parcelles et le graphisme du plan (cf. observations § 71). En effet, sur le plan les parcelles AP 105 et AP 302 sont bien en zone de *boisement libre* comme souhaité, alors qu'elles sont classées en *boisement interdit après coupe rase* sur la liste.

Sur la commune de LAPRUGNE : Il s'agit en fait des parcelles contenant le domaine skiable de la station de sport d'hiver de *La Loge des Gardes*, concédées à l'exploitant actuel. Sur le plan, seule la partie concernée par les pistes est représentée en *boisement interdit*. Leur retour à l'état boisé ne serait cependant envisageable qu'en cas de cessation d'activité de la station.

- *Contribution de Monsieur BARRAUD :*

Les parcelles AO 112 et AO 113 de faible superficie (6 028 m<sup>2</sup>) sont situées en zone réglementée soumise à autorisation. À noter que la parcelle AO 113 étant contiguë d'une part à périmètre interdit et d'autre part à un périmètre libre, **la question du classement retenu peut légitimement se poser.**

Il conviendra d'apporter une réponse à la requête présentée dès approbation de la réglementation.

TRETEAU, le 18 avril 2023



## ***PIÈCES ANNEXÉES***

*Lettre du 6 avril 2023 adressée au Conseil Départemental*

*Procès-Verbal des observations recueillies*

*Réponse du Conseil Départemental du 12 avril 2023*

*Carte Géoportail sections AE et AH commune de LAVOINE*

Monsieur France PISSOCHET  
*commissaire enquêteur*  
2 impasse Le Parc  
03 220 TRETEAU  
Tél. 06 88 57 00 94

Treteau, le 6 avril 2023

**COPIE**

à

Monsieur le Président  
du Conseil Départemental de l'Allier  
*Service agriculture, forêt  
et aménagement rural*  
**03 000 MOULINS**

***Dossier suivi par Madame LARDENOIS***

**OBJET** : enquête relative au projet de réglementation des boisements  
(communes de LAVOINE et LAPRUGNE)

**REFERENCE** : arrêté n° DTV/1-2023 du 1<sup>er</sup> février 2023

Monsieur le Président,

Aux termes de l'article R 123-18 du code de l'environnement je me dois de vous communiquer le procès-verbal des observations du public établi par mes soins à l'issue de l'enquête.

J'ai bien pris note lors de la conversation téléphonique avec madame LARDENOIS qu'il ne serait matériellement pas possible d'apporter les réponses que requièrent ces observations dans le délai imparti par l'article précité. Par conséquent en l'absence d'éléments nouveaux de votre part, au plus tard le 24 avril 2023, je clôturerai mon rapport et arrêterai mon avis.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.



**COPIE**

## ENQUETE PUBLIQUE

relative au projet de réglementation des boisements  
sur les communes de LAVOINE et LAPRUGNE (Allier)

### PROCÈS-VERBAL

#### DES OBSERVATIONS DU PUBLIC PORTÉES AUX REGISTRES D'ENQUÊTE

Le 6 avril 2023, l'enquête publique étant close, je soussigné France PISSOCHET, commissaire enquêteur, ai rédigé le présent procès-verbal relatant les observations du public consignées aux registres d'enquête ou adressées par courrier :

**Monsieur Ludovic GRANGEON** domicilié à LA CHABANNE a déposé une contribution sur le site dédié du conseil départemental, dans laquelle il :

- déplore un retard dans la mise en oeuvre du schéma de boisement, ainsi qu'une segmentation non pertinente des enquêtes.
- estime insuffisante la prise en compte de la biodiversité, notamment en matière de préservation des espèces végétales menacées.
- reconnaît le choix judicieux du département en faveur d'un bureau d'étude indépendant, à contrario des études précédentes conduites par des cabinets d'études rémunérés par le pétitionnaire.
- dénonce l'implantation passée des parcs éoliens en soulignant leur faible production énergétique et rappelle les impacts fortement négatifs qui en résultent pour la forêt : impacts liés à la constructions et impacts permanents résultant du fonctionnement des éoliennes
- regrette que le plan de boisement ne prévoie rien dans le cadre d'actions préventives d'aide au choix des plantations diversifiées en faveur des propriétaires locaux et estime que ce plan ne tient pas suffisamment compte des recommandations interministérielles publiées depuis 2015.

**Madame Françoise DEFAYE** domiciliée à LAVOINE, demande que la partie boisée de la parcelle AE 48 soit classée en zone libre et non en zone interdite. Elle en expose la raison dans son courrier, à savoir que cette frange qui est dans la continuité du boisement de la parcelle AH 136 est inapte à la culture en raison de rochers affleurants. La plantation de cette frange litigieuse a été effectuée en 2011 après accord verbal d'un technicien du CRPF.

**Monsieur BARRAUD Roger** domicilié à LAPRUGNE, rappelle qu'une demande d'autorisation de boisement concernant les parcelles AO 112 et AO 113, dont il est propriétaire, déposée depuis deux ans n'a toujours pas reçu de réponse. Il demande que ces parcelles soient classées en zone de boisement libre.

#### **ONF (agence Berry-Bourbonnais)**

Dans un courrier déposé en mairie, l'ONF demande que les parcelles suivantes soient classées en zone de boisement libre :

- AP 105 et AP 302 sur la commune de LAVOINE
- A 66, A 108, A 109 et A 145 sur la commune de LAPRUGNE

Fait et clos à TRETEAU à la date ci-dessus,



Direction de la Vitalité des Territoires

Service Agriculture, Forêt  
et Aménagement Rural

Affaire suivie par Marie-Dominique LARDENOIS

☎ 04 70 34 41 50

✉ lardenois.md@allier.fr

**COPIE**

Le 12 AVR. 2023

Monsieur France PISSOCHET  
Commissaire enquêteur  
2 impasse Le Parc  
03220 TRETEAU

**Objet : Réglementation de boisements sur les communes de Lavoine/Laprugne.**

Monsieur,

Suite à l'enquête publique organisée dans le cadre de l'opération de réglementation de boisements sur les communes de Lavoine/Laprugne vous avez transmis votre procès-verbal de synthèse en date du 7 avril 2023.

Je vous informe que toutes les observations déposées dans le cadre de cette enquête et reprises dans votre procès-verbal de synthèse feront l'objet, avec votre rapport, d'une présentation lors de la prochaine Commission intercommunale d'aménagement foncier.

Le Conseil départemental sollicitera également les avis des communes, de la communauté de communes concernée, de la Chambre d'Agriculture et du Centre National de la Propriété Forestière sur le projet de réglementation des boisements.

Au vu de l'ensemble de ces propositions et avis, le Conseil départemental prendra une délibération qui fixera le nouveau zonage et les règlements correspondants.

Je vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Le Président du Conseil général  
Pour le Président du Conseil général  
et par délégation,  
La Directrice de la Vitalité des Territoires

  
Christine SIEBERT

LAVOINE sections AE et AH



Observations de Madame DEFAYE  
Secteurs évoqués

***CONCLUSIONS et AVIS***  
***du***  
***COMMISSAIRE ENQUÊTEUR***



*Conclusions et avis  
du commissaire enquêteur*

---

**CONCLUSIONS :**

L'enquête relative au projet de réglementation des boisements sur les communes de LAVOINE et LAPRUGNE s'est déroulée dans des conditions satisfaisantes. Une large concertation en amont a permis de recueillir les avis des personnes et organismes concernés et a par conséquent limité les observations formulées. Huit personnes ont été reçues au cours de l'enquête et quatre observations déposées.

Des discordances entre le classement des parcelles sur les listes et leur représentation graphique sur les plans ont été constatées.

L'évaluation environnementale fait l'objet d'un dossier détaillé et de bonne qualité. Les objectifs et le contenu de la réglementation des boisements y sont rappelés et l'articulation de celle-ci avec les différentes procédures et plans en vigueur bien exposée.

Le projet présenté est conforme au document de cadrage élaboré par le conseil départemental et reprend l'ensemble des enjeux environnementaux retenus dans le travail de la Commission Intercommunale d'Aménagement Foncier.

**AVIS du COMMISSAIRE ENQUÊTEUR :**

Le plan de zonage arrêté prend en compte de façon satisfaisante la préservation des espaces naturels et agricoles, et notamment les trames vertes et bleues,

Ce zonage est cohérent avec les objectifs de la délibération cadre de la politique départementale de réglementation des boisements du Conseil Départemental de l'Allier,

Le projet de réglementation des boisements a un impact globalement positif sur l'environnement,

Aucune opposition n'a été formulée,

Cependant, sur la commune de LAVOINE, il apparaît une discordance entre le classement des parcelles sur la liste et leur représentation graphique sur les plans ainsi qu'un doute sur la pertinence du classement en section AH.

Par conséquent, j'émet ***un avis favorable*** au projet de réglementation présenté, **sous réserve** d'une vérification approfondie du classement des parcelles de la commune de LAVOINE.

TRETTEAU, le 18 avril 2023

France PISSOCHET  
*commissaire enquêteur*

